CE MONDE QUI BOUGE

Turquie, du putsch avorté au contre-coup d'État civil

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

Nombreux sont ceux ayant cru naïvement qu'après avoir organisé une manifestation rassemblant des dizaines de milliers de personnes le 24 juillet contre «le coup d'Etat et la dictature» et pour «une Turquie démocratique», le CHP (Parti républicain du peuple, kémaliste), fondé par Mustapha Kemal, allait prendre la tête d'un large rassemblement contre les dérives autoritaristes de Tayyip Erdogan. Il n'en a rien été. Dimanche dernier, le CHP, laïc et social-démocrate, est vite rentré dans le rang : il a fait le choix de participer à l'imposante manifestation d'unité nationale organisée par l'AKP (le Parti de la justice et du développement, issu de la mouvance islamiste). Seule condition posée par le CHP : que les portraits d'Erdogan ne dépassent pas en taille ceux de Mustapha Kemal. La belle affaire ! Autre parti convié à cette manifestation, le MHP (Parti de l'action nationaliste, droite extrême). Quant au HDP (Parti de la démocratie des peuples, dit pro-kurde) qui siège au Parlement, il n'a pas été invité.

Certes, ces trois partis ont en commun leur opposition à la confrérie Hizmet de Fethoullah Gülen, accusée d'être derrière ce putsch avorté contre un gouvernement démocratiquement élu, mais ils partagent aussi un même refus de toute autonomie des Kurdes, y compris – c'est surtout le cas des nationalistes du MHP — sur le plan culturel. Pourtant, plus que les trois partis cités plus haut, s'il y a une force politique et une minorité nationale qui ont tout à redouter d'un retour des militaires dit laïcs au pouvoir, ce sont bien le HDP et les Kurdes.

Dans l'esprit du chef de l'Etat turc, sorti renforcé par cette épreuve – sa cote de popularité est passée de 47% en juin à 68% en août — la manifestation de dimanche, qui aurait rassemblé plus d'un million de personnes (trois millions selon des médias proches de l'AKP), se veut le point d'orgue de trois semaines de «mobilisation» populaire contre les «forces du mal», à savoir la confrérie Hizmet. Reste cependant que cette démonstration de force ne peut masquer le fait que la situation est plus que préoccupante.

En effet, «la grande liquidation», selon le quotidien *Milliyet*, n'épargne aucun secteur étatique ou para-étatique. Aux arrestations, plus de 17 700 personnes, il faut ajouter le limogeage de plusieurs dizaines de milliers de civils et militaires, dont 149 généraux et amiraux, de 27 424 employés de l'éducation nationale et plus de 20% de magistrats, mais aussi 3672 employés de la Diyanet (Direction des affaires religieuses). A quoi s'ajoutent la fermeture de plus de 2 000 établissements publics et privés – 15 universités dont l'université Süleyman Şah d'Istanbul — et le lycée d'élite militaire Kuleli datant de l'époque ottomane, ainsi que des dizaines de médias. Même l'AKP au pouvoir est touché puisqu'une circulaire signée du numéro deux du parti, Hayati Yazici, «ordonne l'urgent nettoyage de l'organisation du parti» des éléments jugés ou suspectés proches du prédicateur Fethoullah Gülen. Autre secteur visé par la traque anti-Gülen, les milieux du football turc : 94 membres de la fédération de football dont des arbitres ont été licenciés le 2 août dernier.

Si sur le court terme, la vague répressive consécutive à ce putsch raté dont on ignore encore les vrais dessous vise à légitimer la reconfiguration de l'appareil d'Etat – certains évoquent déjà un «Etat-AKP» — et, partant, à remodeler le paysage sociopolitique, il n'en reste pas moins qu'elle a toutes les chances de se traduire par un affaiblissement des institutions socio-politiques. D'autant qu'au-delà de cette répression, ce putsch avorté et le contrecoup d'Etat civil qui s'en est suivi se sont déjà soldés, selon le ministre turc du commerce Bulent Tüfenkci, par plus de 90 milliards d'euros de pertes. Et, pour ne rien arranger, l'Institute of International finance (IFF), organisme basé à Washington, a estimé que «les pertes immédiates en termes de baisse du nombre des visites touristiques et d'investissements différés ralentiront probablement la croissance» en 2016 et 2017. De ce fait, et sauf miracle, mais il n'en existe pas en économie, le retour à la normale se fera dans des conditions extrêmement difficiles.

Cela précisé, une chose est désormais quasi certaine, l'une des conséquences de ces évènements est que Tayyip Erdogan verra s'éloigner son rêve de faire figurer la Turquie, 17e puissance économique, dans le «top-ten» des puissances mondiales à l'horizon 2023, année commémorant le centième anniversaire de la création de la République turque par Mustapha Kemal en 1923.

H. Z.

ELLES AURONT LIEU À LA FIN AOÛT

Le prix du pétrole au menu des discussions avec la Banque mondiale

L'Algérie et la Banque mondiale ont prévu des discussions vers la fin du mois en cours. Au programme, les perspectives de l'économie dans le cadre d'un climat caractérisé par une chute des prix du pétrole.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) - C'est l'institution financière internationale qui l'annonce. Un rendez-vous est pris entre la Banque mondiale et les autorités financières algériennes vers le 29 août prochain. Les deux parties vont aborder les perspectives de l'économie dans le sillage de la faiblesse des cours du pétrole. C'est ce qu'a rapporté l'agence APS qui souligne que ce tête-à-tête se déroulera par vidéoconférence.

Les échanges avec les responsables de la Banque mondiale dont l'économiste en chef de cette institution pour la région, Mena, Shanta Devarajan, souligne-t-on, vont se porter sur l'analyse concernant l'économie de l'Algérie, publiée fin juillet dernier dans le bulletin trimestriel d'information économique de la région Mena.

La conférence qui s'inscrit dans le cadre des travaux analytiques que la Banque mondiale réalise et partage avec ses pays membres. Dans cette analyse publiée fin juillet, la Banque mondiale a souligné que la faiblesse des cours du pétrole a poussé l'Algérie à prendre une série de mesures correctives destinées à réduire les dépenses, augmenter les recettes et ajuster les tarifs de l'énergie.

La même source tient à préciser qu'il s'agit d'une analyse contenue dans le bulletin trimestriel d'information économique de la région Mena et non pas d'un rapport dédié à l'Algérie.

La rédaction et la validation d'un rapport sur un pays membre se fait en concertation avec ses autorités financières. «La faiblesse des cours du pétrole qui semble s'installer dans la durée a entraîné des changements dans les économies des pays pétroliers de la région Mena», relève la BM dans cette étude.

Selon la même institution, ces pays sont confrontés à un recul des recettes pétrolières dans un contexte d'endettement et de déficit budgétaire croissants. Selon elle, la Libye et l'Irak, lourdement impactés par la chute des cours pétroliers, doivent, en outre, faire face aux conséquences dévastatrices de la guerre civile.

«L'Algérie a, quant à elle, réussi à absorber ce choc grâce aux volants de sécurité en place, sous forme d'épargne budgétaire, de réserves de change et un faible niveau d'endettement», a indiqué mercredi, Jean-François Dauphin, le chef de mission du FMI pour l'Algérie. Ce dernier estime, d'ailleurs, que l'Algérie avait une occasion exceptionnelle pour passer à une croissance durable et réduire sa dépendance aux hydrocarbures qui risquent d'être épuisés d'ici vingt ans.

Photos : DR

Shanta Devarajan, économiste en chef de la Banque mondiale.

Dans son rapport de juillet dernier, la Banque mondiale a rappelé qu'une série de politiques d'austérité a été adoptée par le gouvernement algérien. Ainsi, rappelle-t-on, «le budget 2016 appelle à une réduction des dépenses de 9% (cela concerne surtout les investissements) et à une augmentation de 4% des recettes fiscales, grâce à une hausse du prix de l'essence, de 36%, et des taux de TVA frappant l'électricité, l'essence et l'immatriculation des véhicules. Le texte autorise les autorités financières à décider de nouvelles coupes si les prix du pétrole passent sous l'hypothèse moyenne établie et, au besoin, à recourir à l'emprunt extérieur.

Le gouvernement introduira, par ailleurs, de nouveaux permis d'importation et envisage d'augmenter le tarif de l'électricité au plus près des dépenses réelles. Les autorités monétaires laisseront filer à nouveau le dinar pour éviter son désalignement».

En 2017-18, poursuit le rapport, quand les cours du pétrole se seront légèrement redressés, la croissance continuera d'être tirée par les investissements publics et des subventions toujours conséquentes.

S. A.

LE FMI À PROPOS DE L'ALGÉRIE

Un climat d'affaires propice à l'investissement est indispensable pour la croissance

Dans un entretien accordé au blog du Fonds monétaire international, le chef de mission du FMI pour l'Algérie, Jean-François Dauphin, a jugé que la crise énergétique constitue «une occasion exceptionnelle» pour que le pays limite sa dépendance pétrolière.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Il n'est pas le seul à en faire cette analyse, d'autres experts pétroliers et économiques la partagent également. Cependant, ils la relient tous à une condition sine qua non qui est le développement d'un climat d'affaires favorable à l'investissement privé et aux IDE (Investissements directs à l'étranger). Une exigence sans laquelle une éventuelle croissance durable ne pourrait être envisageable. C'est pourquoi le chef de mission du FMI pour l'Algérie, et également responsable de la division Maghreb du Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, suggère la mise en place «de mesures incitatives au développement du secteur privé via l'amélioration du business climate». Ceci, en soulignant «la conscience des autorités quant à sa promotion».

J. F. Dauphin, chef de mission du FMI.

Si J. F. Dauphin a abordé «l'adoption du gouvernement d'un code d'investissement et d'une stratégie pour recadrer le modèle de croissance du pays», il n'en a cité que «la diminution progressive des subventions énergétiques coûteuses et inéquitables» comme principale ligne directive de cette stratégie.

Evoquant la chute des prix des hydrocarbures sur l'économie algérienne, l'intervenant a jugé que son impact a été relativement maîtrisé «grâce à l'épargne budgétaire, aux réserves internationales et au faible niveau d'endettement». Toutefois, cette situation demeure provisoire puisque l'hypothèse de l'endettement extérieur a été confirmée comme «option à partir de 2018» pour des entreprises publiques stratégiques, à savoir Sonatrach et Sonelgaz. Mais il s'agit désormais d'une évidence considérant les réserves de change qui s'assèchent expressément du fait de leur «utilisation accrue», a remarqué la Banque mondiale en juin dernier.

Dans ce sens, le chef de mission du FMI pour l'Algérie invite le gouvernement à asseoir «un rééquilibrage budgétaire afin de résorber les déficits public et extérieur». Sa deuxième recommandation, qui n'est pas des moindres, consiste en l'application de «réformes structurelles pour libérer le potentiel du secteur privé, diversifier l'économie, favoriser durablement une plus forte croissance et davantage d'emplois».

Cela dit, en l'absence de ces deux piliers fondamentaux, de gouvernance et de vision économiques, «une croissance inclusive» où la réduction de la dépendance des hydrocarbures n'est évidemment pas pour demain.

N. B.